

pas plus de 200,000 âmes dans toutes les provinces du Nord-Ouest, et depuis vingt et un ans le gouvernement travaille à peupler ces territoires, ayant dépensé \$3,000,000 pour faire venir des immigrants au Canada et dans le Nord-Ouest. Où sont allés ces immigrants ?

M. MILLS (Bothwell) : Ils sont de l'autre côté de la frontière.

M. MACDONALD (Huron) : Dans ces dernières années, M. l'Orateur, le gouvernement a prétendu que ces gens étaient tous dans les territoires du Nord-Ouest, mais le dernier recensement a démontré qu'il manquait dans ces territoires 123,000 personnes qu'il comptait comme étant dans cette contrée. Où sont allés ces gens ? W. C. B. Graham, agent d'immigration du gouvernement à Winnipeg nous a dit que pas moins de 10,000 d'entre eux, que nous avions envoyés là à grands frais, étaient partis de la Colombie Anglaise pour les Etats-Unis, pour Seattle, San Francisco, Sacramento, Tacoma et autres villes de la côte du Pacifique. Ces gens-là sont allés au Nord-Ouest, mais ils ont ensuite pris la route des Etats-Unis ; parce qu'ils trouvent que la vie y est moins chère, et parce que ces jeunes gens et ces jeunes femmes qui nous quittent y entrovoient un meilleur avenir. Sir John A. Macdonald nous disait que la politique nationale, ou, suivant son expression, "un remaniement juste et équitable du tarif", arrêterait ce mouvement. L'émigration a-t-elle cessé depuis l'inauguration de la politique nationale ? Je demande à n'importe quel membre de cette chambre de me dire si elle a cessé. Il est inutile de nous donner de savantes recherches sur l'économie politique ; que les honorables membres de la droite s'en tiennent aux faits et qu'ils nous montrent que la politique nationale a été avantageuse en général aux divers intérêts du pays. Quel est le nombre de nos compatriotes qui ont quitté le pays sous le régime libéral ? D'après l'estimation la plus élevée des conservateurs d'alors, ce nombre était de 22,000 par année. Personne ne regretta plus que moi de voir nos hommes et nos femmes valides, la fleur de notre population, nous abandonner pour aller habiter une terre étrangère. Mais, M. l'Orateur, depuis le régime libéral, le nombre de ceux qui nous ont quittés chaque année pour aller aux Etats-Unis a égalé presque quatre fois ce chiffre de 22,000 âmes.

On pourra nier ces chiffres, mais rien n'est plus simple que de faire un calcul pour établir aussi exactement que possible le nombre de ceux qui ont quitté le Canada pour aller aux Etats-Unis depuis 1882. Nous savons qu'en 1881, année du dernier recensement officiel, la population du Canada était de 4,345,293. L'augmentation naturelle des naissances sur les décès dans n'importe quel pays serait de près de deux pour cent, mais je ne l'ai estimée qu'à un et demi pour cent afin d'être en-deça plutôt qu'au-delà du chiffre réel, et un et demi pour cent d'augmentation naturelle nous donnerait une augmentation de population de 651,794 depuis 1881. Maintenant je vois par le rapport du ministre de l'agriculture qu'il est venu au Canada 917,977 immigrants qui ont déclaré leur intention de rester dans le pays. En additionnant ces chiffres, nous devrions avoir une population de 5,913,054 âmes, mais le gouvernement estime à 5,150,000 la population actuelle du pays. En soustrayant 5,150,000 de 5,913,054, chiffre que devrait atteindre notre population, il reste 763,054 personnes. Où sont

allés ces gens ? Ils ont quitté le Canada, ils ne sont pas ici, et par conséquent nous avons une émigration annuelle de 76,300 âmes sous le régime de la politique nationale, tandis que cette émigration n'était que de 22,000 âmes par année sous l'administration libérale dirigée avec tant d'habileté et d'honnêteté par l'honorable député d'York-est (M. Mackenzie). Le R. P. Hamon a publié dernièrement un livre sur les Canadiens-français, et dans ce livre il dit qu'il y a au moins 400,000 Canadiens-français dans les Etats de l'Est, et 200,000 dans les Etats de l'Ouest, soit un total de 600,000 Canadiens-français qui sont aujourd'hui aux Etats-Unis et que nous devrions avoir au milieu de nous. Mais, M. l'Orateur, lorsqu'on voit que la pierre angulaire de tout notre édifice nationale nous a été enlevée pour servir de fondation à un pays étranger, devons-nous être surpris de la stagnation des affaires au Canada et nous étonner de ce que la politique inaugurée par les honorables membres de la droite ait complètement manqué de garder notre population dans le pays ? Les lignes suivantes de "Fidelis" à l'adresse du vieux parti ont particulièrement leur application ici :

"Ye send our best and brightest forth, our nation's
hope and pride—
More precious to our country's weal than all her
wealth beside—
To be the strength of alien states, of empire not
our own.
And all to 'build the nation up' without its
corner-stone!"

Oui, M. l'Orateur, nous perdons la pierre angulaire de notre édifice national. Rien ne nous coûte plus cher que l'éducation des jeunes gens et des jeunes filles dans ce pays. Nous les faisons instruire dans nos collèges et nos universités, et lorsqu'ils sont arrivés à l'époque où leur influence serait d'une immense importance pour le pays ils émigrent dans un pays étranger, et vont augmenter la dignité, le pouvoir, la richesse et le caractère moral d'une puissance étrangère au lieu de mettre leur influence au service de leur pays natal.

M. DAVIN : Ils émigraient auparavant.

M. MACDONALD (Huron) : Pas en aussi grand nombre. Ils émigrent plus maintenant. Mais, M. l'Orateur, la politique nationale a non-seulement été un fiasco sous ce rapport, mais elle fait aussi une distinction contre le pauvre en faveur du riche. Quand je dis que la politique nationale fait une distinction contre le pauvre, je veux dire que les articles de première nécessité sont ceux sur lesquels le gouvernement a imposé les droits les plus élevés. Mais je sais ce qu'on va me répondre. Je sais que mon honorable ami de l'extrême-ouest, qui me regarde si fixement dira que ces articles de première nécessité sont produits dans ce pays, et par conséquent que le consommateur ne paie pas un sou de droit sur ces articles. Je ne dis pas qu'ils sont frappés de droits ; ce serait mieux s'ils étaient frappés de droits, parce que ces droits seraient versés dans le trésor fédéral pour payer les dépenses du pays. Au lieu de cela, le montant va dans les goussets des manufacturiers sous forme d'augmentation de prix ; mais il sort tout de même des goussets des consommateurs. Et, M. l'Orateur, je m'appuie pour dire cela sur la plus haute autorité financière que le parti conservateur ait jamais eue dans ce pays. Sir A. T. Galt, qui n'a jamais eu son supérieur dans le parti libéral conservateur, a dit que lorsque des droits étaient imposés, ils aug-